

Trois domaines pour un objectif, empêcher les pires dangers des changements climatiques

1) Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Suisse

Chaque année, chaque habitant de la Suisse émet **12.5 tonnes de CO₂**. Cette quantité comprend les GES 'gris' qu'impliquent les biens de consommation que nous importons. Ces émissions élevées placent la Suisse en tête des pays industrialisés, malgré que notre production d'électricité se fasse sans usage direct de sources d'énergie fossiles comme le charbon et le pétrole.

Pour atteindre l'objectif de ne pas augmenter de plus de 2°C la température moyenne de notre atmosphère, les pays industrialisés doivent prendre de sérieuses mesures – le gros émetteur suisse doit ainsi réduire ses émissions de CO₂ par rapport à 1990 de 30% d'ici 2020 et de 90% d'ici 2050. Ces **réductions doivent se faire en Suisse** même. C'est la seule façon pour la Suisse, particulièrement touchée par les changements climatiques, de rester crédible par rapport aux autres Etats.

Le 'Programme pour la protection du climat' montre quelles mesures permettent d'atteindre ces réductions:

- Taxe d'incitation dynamique sur toutes les sources d'énergie et les GES
- N'utiliser que les technologies les plus efficaces lors de la construction ou de l'assainissement de bâtiments (Minergie-P)
- Taxe sur le CO₂ des carburants (voir ci-dessous) et incitations pour optimiser les émissions moyennes des véhicules.

➔ **Sujets centraux de la 'législature climat':**

Deuxième période de réduction du Protocole de Kyoto, renouvellement et renforcement de la loi sur le CO₂.

2) Sécurité de l'approvisionnement d'électricité, loin de l'intensité énergétique

La Suisse a deux possibilités, elle continue à consommer beaucoup d'énergie et à augmenter sans frein la consommation, ce qui implique l'augmentation de la production de courant avec de grandes centrales nocives pour l'environnement et le climat, coûte plusieurs dizaines de milliards, cimenter la dépendance à l'étranger et entrave l'innovation. Ou alors, elle quitte la voie de l'intensité énergétique élevée avec l'aide de **mesures d'efficacité énergétique** et se prépare à long terme à un approvisionnement optimal avec des **énergies renouvelables**.

La 'Perspective énergie 2050' montre quelles sont les décisions de principe à prendre et les instruments à utiliser sur le chemin de la société à 2000 Watts:

- Taxe d'incitation dynamique sur toutes les sources d'énergie et les GES
- Se baser sur la rétribution à l'injection de courant pour déterminer et réaliser des objectifs élevés d'augmentation de la part des nouvelles énergies renouvelables (p. ex. obligation d'utiliser l'énergie solaire en cas de nouvelle construction)
- Normes d'efficacité élevées pour les appareils et les machines, et limites de veilles basses: seuls les meilleurs peuvent être commercialisés
- Interdiction de nouveaux chauffages électroniques, délais et programmes de remplacement pour les existants
- Promotion conséquente de l'approvisionnement décentralisé d'énergie par la cogénération qui permet de produire à la fois de l'électricité et de la chaleur.

Avec de telles mesures, il ne faut pas de nouvelles centrales nucléaires (CN), dont les nombreux problèmes (radioactivité, approvisionnement en uranium, déchets, accident majeur) sont connus, ni centrales à gaz émettant de grandes quantités de CO₂.

➔ **Dossier principaux de la 'législature climat':**

Vous aurez à décider sous plusieurs titres de travail si la Suisse continuera sur le cher et dangereux chemin des grandes centrales ou prendra celui plus prometteur vers la société à 2000 Watts.

3) Réduction des émissions des transports

En Suisse, **les transports émettent 30%** des GES. Selon la loi sur le CO₂ les émissions des transports doivent baisser de 8% par rapport à 1990; mais elles ont augmenté de 9%. Il faut que cela cesse. C'est possible limitant comme l'UE d'ici 2012 les émissions de CO₂ des voitures neuves à **130gCO₂/km**, ce qui correspond à une consommation moyenne de 5.5 litres d'essence pour 100km.

Différents instruments sont nécessaires pour atteindre cet objectif. Le plus important est **un système de certificats pour l'achat de voitures** de tourisme accompagné par une taxe d'incitation sur le CO₂ des carburants et un Mobility-Pricing.

Ces mesures ne sont pas seulement efficaces avec les émissions de CO₂, elles réduisent aussi les **polluants nocifs pour la santé que sont l'ozone et les poussières fines (PM10)**.

➔ *Dossiers principaux de la 'législature climat':*

Vous aurez à décider sous plusieurs titres de travail sur l'introduction d'instruments de réduction des émissions de CO₂ des transports.

Nos spécialistes sont à votre disposition pour d'autres informations (en allemand):

- Nucléaire et approvisionnement énergétique: Leo Scherer, T: 044 447 41 23, leo.scherer@ch.greenpeace.org
- Transports: Cyrill Studer, T: 044 447 41 13, cyrill.studer@ch.greenpeace.org
- Efficacité énergétique: Annette Reiber, T: 044 447 41 84, annette.reiber@ch.greenpeace.org
- Climat: Alexander Hauri, T: 044 447 41 25, alexander.hauri@ch.greenpeace.org

D'autres informations et documents se trouvent sur:

- Document, études, rapports (en allemand et en français): www.greenpeace.ch
- Plateforme d'information (en allemand) pour politiciens: <http://www.klimainfo.ch> (sous '**Dossiers**')
- Nouvelles (en allemand) sur le climat venant de toute la planète: www.klimainfo.ch

Votre contact en français:

Nicolas de Roten, T: 022 741 03 61, nderoten@ch.greenpeace.org